



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org

PRENDRE CONTACT

NPA - 2 rue Richard Lenoir -
93 100 Montreuil
ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Tel :

...../...../...../...../.....

Mail:.....

@.....

VIOLENCE SOCIALE, VIOLENCE POLICIÈRE, ÇA SUFFIT! RIPOSTONS DANS LA RUE LE 15 NOVEMBRE

La politique du gouvernement Hollande-Valls suscite un désaveu toujours plus profond. Pour empêcher que la colère ne se transforme en mobilisations, il met préventivement en œuvre la seule politique qui lui reste : la répression. Les prétendues bavures ne sont que la conséquence inévitable de l'utilisation de la force contre celles et ceux qui refusent les politiques patronales et gouvernementales. Rémi Fraisse, manifestant contre l'inutile, le nuisible barrage de Sivens, est la victime non d'une bavure mais d'une politique cohérente.

Cohérence répressive

Depuis plusieurs mois le gouvernement multiplie les mesures répressives. Violences policières systématiques contre les opposantEs à l'Ayraultport de Notre-Dame-des-Landes, interdiction des manifestations en solidarité avec le peuple palestinien, répression à La Poste, à la SNCF, à l'Inspection du travail, etc. Violences répétées contre les sans-papiers, les Rroms, les demandeurs d'asile. Criminalisation des militantEs de la Confédération paysanne contre l'usine des 1000 vaches. Et en prime, une loi qui au nom de la lutte contre le terrorisme vise à fliquer toute la population.

Cohérence antisociale

Patronat et gouvernement calomnient les plus pauvres, attaquent les chômeurs, traitent de « privilégiéEs » les fonctionnaires et les salariéEs en CDI. Le patronat se sent légitimé et soutenu dans une même politique répressive. Le Pacte de compétitivité vient faire régner au cœur des entreprises une insécurité sociale dont le chômage fournit le socle permanent. La répression des syndicalistes, de toutes celles et ceux qui refusent les diktats patronaux est devenu le vrai visage du dialogue social des amis de Valls. Les institutions représentatives du personnel, fragiles barrières légales qui donnent des moyens ou protègent les représentants des salariéEs sont dans la ligne de mire du MEDEF.

Fort de nos faiblesses

C'est l'ensemble de cette politique qu'il faut combattre. Impossible de séparer riposte sociale et riposte antirépressive. Des années de reculs sociaux, de défaites, suscitent doutes et hésitations. Le basculement définitif d'un gouvernement que beaucoup imaginaient de « gauche » dans le camp du patronat, des nantis, ajoute au sentiment d'absence d'alternative. L'attitude des directions syndicales, au mieux embourbées dans le dialogue social, au pire soutenant totalement la politique gouvernementale conforte ce sentiment.

Reprendre l'initiative

Malgré ces difficultés, des résistances, des ripostes existent. Leur isolement autant que les politiques répressives n'ont pas permis de victoire significative. Mais elles constituent un point d'appui pour reprendre l'initiative. La mobilisation qui se dessine, notamment dans la jeunesse, peut remettre en cause le scénario du gouvernement. Dans le même temps les forces politiques, associatives, syndicales, à l'initiative des manifestations du 12 avril dernier appellent à de nouvelles manifestations le 15 novembre pour affirmer notre rejet d'un budget symbole de la politique de reculs sociaux répondant aux exigences du MEDEF. Ces mobilisations doivent redonner confiance et permettre de regagner du terrain, d'interdire au gouvernement de poursuivre une politique qui ajoute la violence d'Etat à la violence de l'austérité.